

MARCHE PUBLIC DE FOURNITURES

**Direction de l'Administration
et des Finances**
Service Achats Marchés

Dossier suivi par :
Service Achats Marchés

**Réalisation sur mesure d'un prototype d'isolateur
bioclimatique de recherche pour hébergement
d'oiseaux pour le laboratoire de Ploufragan à l'Anses**

**Cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
N° 31 du 16 juillet 2025**

Table des matières

| | | |
|-------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------|
| ARTICLE 1 | Modalités du marché | 3 |
| 1.1 | Mode de passation | 3 |
| 1.2 | Objet et forme du marché | 3 |
| 1.3 | Durée du marché | 3 |
| 1.4 | Documents contractuels | 3 |
| ARTICLE 2 | Modalités d'exécution et de livraison | 4 |
| 2.1 | Suivi du marché | 4 |
| 2.2 | Forme des notifications et informations | 4 |
| 2.3 | Bons de commandes | 4 |
| 2.4 | Lieu et conditions de livraison | 4 |
| 2.5 | Installation du matériel et mise en service | 5 |
| 2.6 | Formation | 5 |
| 2.7 | Délais d'exécution | 5 |
| 2.8 | Obligation de résultats | 5 |
| 2.9 | Clause environnementale | 5 |
| 2.10 | Obligations de confidentialité | 6 |
| 2.11 | Protection des données personnelles | 6 |
| ARTICLE 3 | Vérification et admission | 6 |
| ARTICLE 4 | Modalités financières | 6 |
| 4.1 | Prix | 6 |
| 4.1.1 | Forme et contenu des prix | 6 |
| 4.1.2 | Prix révisable | 7 |
| 4.2 | Avance | 7 |
| 4.3 | Règlement des comptes | 7 |
| 4.4 | Facturation | 8 |
| 4.5 | Comptable assignataire des paiements | 9 |
| ARTICLE 5 | Pénalités de retard | 9 |
| 5.1 | Pénalité pour retard | 9 |
| 5.2 | Pénalité pour indisponibilité de l'appareil | 9 |
| 5.3 | Modalités générales des pénalités | 9 |
| ARTICLE 6 | Propriété intellectuelle | 10 |
| ARTICLE 7 | Assurances | 10 |
| ARTICLE 8 | Garantie | 10 |
| ARTICLE 9 | Clauses de reexamen | 11 |
| ARTICLE 10 | Litiges | 11 |
| ARTICLE 11 | Personne habilitée à fournir les renseignements prévus aux articles R2191-59 à R2191-62 du code de la commande publique | 11 |
| ARTICLE 12 | Responsabilité du titulaire du marché | 11 |
| ARTICLE 13 | Résiliation | 11 |
| ARTICLE 14 | Dérogations au CCAG-FCS | 12 |

ARTICLE 1 MODALITES DU MARCHE

1.1 Mode de passation

Le présent marché est un marché de fournitures passé en procédure avec négociation ouvert en application du code de la commande publique (articles L2124-3 et R 2161-12 à R2161-23).

1.2 Objet et forme du marché

Le présent marché a pour objet **la réalisation sur mesure d'un prototype d'isolateur bioclimatique de recherche pour hébergement d'oiseaux pour le laboratoire de Ploufragan à l'Anses.**

La description technique des prestations est présentée dans le CCTP.

Les prix du marché sont mixtes. Il comporte :

- Une partie à prix forfaitaires portant sur des prestations de réalisation sur mesure d'un prototype d'isolateur bioclimatique de recherche pour hébergement d'oiseaux et fourniture de ce prototype ;
- Une partie à prix unitaires portant sur l'achat d'un isolateur supplémentaire similaire au premier.

Il s'agit d'un accord-cadre mono-attributaire qui sera exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande (articles R2162-1 et suivants du code de la commande publique).

Il fixe toutes les stipulations contractuelles et est conclu avec un seul opérateur économique.

Il ne comporte pas de montant minimum.

La quantité maximale du marché est de 10 isolateurs bioclimatiques de recherche pour hébergement d'oiseaux.

Ces informations ne sauraient engager l'Anses, ni lui être opposable, ni donner lieu à une indemnité si le volume de commandes n'est pas atteint.

Les prix des prestations sont indiqués dans l'annexe financière de l'acte d'engagement.

Le marché n'est pas alloti car l'ensemble de la prestation relève d'un ensemble unique homogène insusceptible d'être alloti.

1.3 Durée du marché

L'accord-cadre est conclu pour une période initiale de 12 mois à compter de sa date de notification.

A l'issue de cette première période, l'accord-cadre est reconduit tacitement au maximum 3 fois pour des périodes successives de 12 mois dans la limite de 48 mois.

Le cas échéant, en cas de volonté du pouvoir adjudicateur de ne pas reconduire l'accord-cadre, ce dernier se prononce dans un délai de trois mois précédant la fin de la période considérée en notifiant au titulaire la décision correspondant à la non-reconduction de l'accord-cadre. La non-reconduction de l'accord-cadre ne donnera pas lieu à un versement d'indemnité. Les bons de commandes peuvent être émis pendant toute la durée de la validité de la période quel que soit les délais d'exécution de ces derniers.

1.4 Documents contractuels

Le marché, dont seul l'exemplaire original conservé dans les archives de l'Anses fait foi, est constitué des documents ci-après par ordre de priorité décroissant, en dérogation de l'article 4.1 du CCAG/MPI :

- L'acte d'engagement et son annexe financière (offre financière du titulaire) ;
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ;
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics industriels (CCAG/MPI) approuvé par arrêté du 30 mars 2021 ;
- L'offre technique du titulaire.

Les conditions générales de ventes du titulaire indiquées dans les contrats et leurs annexes, dès lors qu'elles sont contraires aux dispositions du présent document et du CCAG visé supra, sont réputées non écrites et ne sont pas opposables au présent contrat.

ARTICLE 2 MODALITES D'EXECUTION ET DE LIVRAISON

2.1 Suivi du marché

Le titulaire désigne en son sein un interlocuteur chargé de veiller au suivi et à l'exécution du marché. Cette personne devra disposer d'une délégation suffisante permettant de mettre en œuvre sans délai toute mesure qui s'impose.

En cas d'absence ou de changement de cette personne, le titulaire communique à l'Anses les coordonnées (téléphone et courriel) de son remplaçant dans un délai de deux semaines maximum en dérogation de l'article 3.4.3 du CCAG/MPI.

2.2 Forme des notifications et informations

En application de l'article 3.1 du CCAG/MPI, la notification au titulaire des décisions ou informations de l'Anses qui font courir un délai peut être faite par remise directe contre récépissé, échange dématérialisé ou sur support électronique ou tout autre moyen permettant d'attester la date de réception de la décision ou de l'information.

2.3 Bons de commandes

L'exécution des prestations à prix unitaires est déclenchée par bons de commande émis dans les conditions de l'article 3.7 du CCAG-FCS.

Chaque demande de prestations fait l'objet d'un bon de commande envoyé par courriel par l'Anses. Les bons de commande sont écrits, signés, datés et numérotés.

En cas de groupement, les bons de commande sont adressés au mandataire du groupement, qui a seule compétence pour formuler des observations au pouvoir adjudicateur. La part de chaque cotraitant est précisée sur chaque bon de commande.

Le bon de commande précise notamment :

- Les références du marché ;
- L'entité concernée ;
- La nature, la description et la quantité des prestations à réaliser ;
- Les délais d'exécution et de livraison ;
- L'adresse précise du lieu d'exécution ;
- Les prix hors taxes, les prix TTC sur la base de l'annexe financière ;
- La signature de la personne habilitée par l'Anses ;
- Éventuellement les actes spéciaux désignant les sous-traitants et agréant les conditions de paiement, acceptés par le représentant du pouvoir adjudicateur.

La réception du bon de commande fait courir les délais d'exécution.

Par dérogation à l'article 3.7.2 du CCAG/MPI, si, dans un délai de deux jours ouvrés à compter de la réception de la commande, l'Anses n'a pas reçu de réserves de ce dernier, le titulaire est réputé avoir accepté l'exécution de la commande.

Les bons de commande peuvent être émis sur toute la durée du marché jusqu'au dernier jour de validité du marché. Tout bon de commande émis pendant de validité du marché doit être exécuté jusqu'à son terme.

2.4 Lieu et conditions de livraison

Les prestations du marché qui commencent à la phase 1 décrite par le CCTP sont déclenchées par la notification du marché qui vaut ordre de service.

La livraison de l'objet du présent marché est à la charge du titulaire. Celui-ci doit notamment prendre toutes les dispositions nécessaires en matière d'assurance, de conditionnement et d'emballage pour que les marchandises soient correctement protégées des avaries au cours du transport et de l'installation. Les modes de transport sont laissés au libre choix du titulaire. Le titulaire assure la reprise des emballages.

Conformément à l'article 29.3 du CCAG/MPI, les risques afférents au transport et à la livraison sont à la charge du titulaire.

L'adresse de livraison est la suivante :

Agence Nationale de Sécurité Sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail
Laboratoire de Ploufragan, Plouzané, Niort, site de Ploufragan

Adresse : 31 rue des fusillés – 22440 PLOUFRAGAN.

La livraison fera l'objet d'une prise de rendez-vous préalable avec le laboratoire.

En tout état de cause, le titulaire devra tenir compte des indications données par l'Anses en ce qui concerne l'accès aux locaux.

Le cas échéant, sur sa demande, le titulaire pourra visiter ces derniers pour relever tous les éléments qu'il juge nécessaire.

Le titulaire devra utiliser des moyens de manutention adaptés pour ne pas endommager les voies de circulation.

Bon de livraison :

En dérogation de l'article 30.3 du CCAG/MPI, le titulaire délivrera à l'Anses un bon de livraison, chaque partie devant en conserver un exemplaire.

2.5 Installation du matériel et mise en service

Le titulaire pourvoit à l'installation sur site et à la mise en service de l'appareil dans les locaux indiqués. Ces opérations font l'objet d'une prise de rendez-vous préalable.

L'appareil, objet du marché, est livré accompagné de sa documentation rédigée en langue française de préférence, nécessaire à son installation, sa mise en service, son entretien et son exploitation.

Le titulaire s'engage à effectuer les opérations d'installation suivant les règles de l'art et à effectuer la remise en état des lieux notamment à la suite d'éventuelles détériorations causées lors de la mise en place de l'appareil.

2.6 Formation

Le titulaire prend à sa charge la formation des agents en charge de la conduite de l'isolateur dans les conditions fixées dans l'offre.

2.7 Délais d'exécution

Les délais d'exécution des prestations sont indiqués dans le planning établi entre l'Anses et le titulaire.

Prolongation des délais : Toute difficulté concernant les délais doit être aussitôt signalée, et en tout cas impérativement avant l'expiration du délai contractuel. Une prolongation du délai d'exécution peut être alors accordée par le représentant du pouvoir adjudicateur dans les conditions des articles 14.3.1 à 14.3.3 du CCAG/MPI.

2.8 Obligation de résultats

Le Titulaire s'engage sur une obligation de résultats dans l'exécution matérielle des prestations.

2.9 Clause environnementale

L'Anses attache une grande importance au respect des dispositions en faveur du développement durable et attend des titulaires qu'ils s'engagent à adopter une démarche vertueuse permettant de minimiser l'impact environnemental de la prestation.

Le titulaire veille à ce que les prestations et travaux qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes, et de préservation du voisinage.

Conformément à l'article 17.2 du CCAG/MPI, le titulaire s'engage ainsi à prendre en compte dans l'exécution du marché les éléments suivants :

- La réduction des prélèvements des ressources ;
- La composition des produits et notamment leur caractère écologique, polluant ou toxique ;
- Les actions en faveur du réemploi, de la réutilisation, du reconditionnement, de l'intégration de matières recyclées et du recyclage ;
- Les économies d'énergie et le développement des énergies renouvelables ;
- La prévention de la production des déchets et leur orientation vers des filières de valorisation ;
- Les pratiques environnementales appliquées aux modalités d'exécution des prestations et notamment les politiques de réduction des émissions de gaz à effet de serre et d'amélioration de la qualité de l'air ;

- La réduction des impacts sur la biodiversité ;
- La sensibilisation des intervenants aux problématiques environnementales liées à l'exécution du marché.

Le titulaire doit être en mesure d'en justifier le respect, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande du maître d'ouvrage.

2.10 Obligations de confidentialité

Le titulaire du marché est astreint à une obligation de confidentialité, notamment à l'égard de tout tiers extérieur à l'Anses, pour toutes les opérations qui lui sont confiées.

Il s'engage à n'utiliser et à ne divulguer à des tiers aucun fait, information, connaissance, document ou autre dont il aurait reçu communication ou pris connaissance à l'occasion de l'exécution du marché.

Ces obligations persisteront après l'exécution du marché. Ces obligations s'imposent également au personnel du titulaire ayant eu accès aux informations traitées.

Le non-respect de ces obligations, indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, pourra autoriser l'Anses à résilier le marché pour faute conformément à l'article 5 du CCAG/MPI.

2.11 Protection des données personnelles

Les Parties s'engagent à respecter la législation applicable en matière de protection de données à caractère personnel et de respect de la vie privée et notamment le règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, ainsi que la loi informatique et libertés n°78-17 du 06 janvier 1978 modifiée.

Si le cocontractant est amené à traiter des données personnelles au nom de l'Anses, un document spécifique sera signé entre les parties. Ce document définira notamment l'objet et la durée du traitement, la nature et la finalité du traitement, le type de données à caractère personnel et les catégories de personnes concernées, ainsi que les obligations et les droits des Parties.

ARTICLE 3 VERIFICATION ET ADMISSION

Les opérations de vérification et d'admission sont effectuées conformément aux dispositions du chapitre 5 du CCAG/MPI.

Les essais de l'isolateur sont exécutés dans les locaux de l'Anses en conditions réelles (animaux inclus).

En dérogation aux articles 33.1 et 34 du CCAG/MPI, l'Anses dispose d'un délai de 2 mois maximum pour procéder aux opérations de vérification des prestations. A l'issue de celles-ci, l'Anses peut prendre une décision écrite expresse d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet qui est notifiée au titulaire. Passé le délai de 2 mois maximum, la décision d'admission est réputée acquise.

L'Anses peut également prendre une décision écrite expresse en cas d'ajournement, de réfaction ou de rejet qui est notifiée au titulaire.

En application de l'article 35 du CCAG/MPI, l'admission de l'isolateur par l'Anses entraîne le transfert de sa propriété à l'Anses.

ARTICLE 4 MODALITES FINANCIERES

4.1 Prix

4.1.1 Forme et contenu des prix

Le marché est passé à prix mixtes.

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres, frappant obligatoirement les fournitures et prestations, ainsi que tous les frais afférents aux frais de déplacement du personnel du titulaire, au conditionnement, à l'emballage, à la manutention, à l'assurance, au stockage, au transport jusqu'au lieu de livraison, à la garantie et à la formation.

Les prix des « prestations de réalisation sur mesure d'un prototype d'isolateur bioclimatique de recherche pour hébergement d'oiseaux et fourniture de ce prototype » indiqués dans l'annexe financière sont fermes.

4.1.2 Prix révisable

Le prix de la prestation « achat d'un prototype d'isolateur bioclimatique de recherche pour hébergement d'oiseaux supplémentaire » indiqués dans l'annexe financière est révisable. Son prix est révisable annuellement, par référence à une annexe à l'acte d'engagement.

La révision des prix intervient sur initiative du titulaire, qui adresse à l'Anses – service des marchés publics (14 rue Pierre et Marie Curie 94700 Maisons-Alfort) – les éléments retenus pour la révision des prix et calcule les nouveaux prix applicables. Cette demande peut être formulée dans le corps de la facture correspondante.

Dans un délai d'un mois à compter de la réception de la demande, l'Anses notifie au titulaire sa réponse validant ou infirmant le calcul effectué.

Passé ce délai d'un mois, en l'absence de réponse de l'Anses, la décision de révision est considérée comme acquise à titre provisoire. Le cas échéant, en cas d'erreur avérée dans la mise en œuvre de la révision, l'Anses procède ultérieurement à la rectification du calcul et adresse au titulaire la nouvelle base de révision. Le titulaire procède le cas échéant, après acceptation, à la régularisation des sommes en trop perçu, ou à l'émission d'une facture complémentaire.

La révision des prix ne saurait affecter les commandes passées avant la date de son application effective. Elle s'applique aux commandes émises à compter de son entrée en vigueur.

Les prix une fois révisés constituent les prix de référence pour toutes les factures, émises par le titulaire, afférentes aux prestations réalisées au titre du marché jusqu'à la date d'application d'une nouvelle variation de prix le cas échéant.

Clause de butoir et de sauvegarde :

En cas de hausse excédant de 3 % les conditions précédentes, l'Anses se réserve la faculté soit de limiter cette hausse à 3 %, soit de résilier le marché sans préavis, et sans que le titulaire puisse prétendre à indemnité par dérogation à l'article 41 du CCAG/MPI.

4.2 Avance

L'option B prévue à l'article B. 12.1 du CCAG/MPI est retenue.

Sauf renonciation du titulaire exprimée à l'acte d'engagement, une avance à hauteur de 5 % du montant du marché TTC peut être accordée au titulaire, si les conditions de l'article R2191-3 et suivants du code de la commande publique sont réunies.

La durée des prestations étant supérieure à 12 mois, le montant de l'avance serait fixé à 5 % de la somme égale à 12 fois le montant initial TTC divisé par la durée exprimée en mois.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

L'Anses se réserve le droit de récupérer l'avance dès la première facture.

Le remboursement de l'avance doit être terminé lorsque le montant des prestations exécutées atteint 80%.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

4.3 Règlement des comptes

Les prestations, objet du marché, seront rémunérées, dans les conditions fixées par les règles de la comptabilité publique, par virement sur le compte indiqué par le titulaire dans son offre. Le délai global de paiement est de trente jours maximum à réception des factures sous réserve d'exigibilité de celles-ci à cette date.

Le dépassement du délai global de paiement ouvre de plein droit et sans autre formalité, pour le titulaire du marché ou le sous-traitant payé directement, le bénéfice d'intérêts moratoires et le versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement à compter du jour suivant l'expiration du délai global et jusqu'à la date de remise en paiement du principal, suivant la réglementation en vigueur.

En cas de dépassement de ce délai contractuel, le taux des intérêts moratoires applicable est le taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

4.4 Facturation

4.4.1 Présentation des demandes de paiements

Les factures sont établies sur la base des prix tels que figurant à l'annexe financière de l'acte d'engagement, après admission des prestations par l'Anses.

La facture relative aux prestations est établie à terme échu.

Les documents afférents au paiement devront porter, **outre les mentions légales (article D2192-2 de la commande publique)**, les indications suivantes :

☐ Mentions d'identification :

- Nom complet et adresse de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- Identifiant **Siret** de l'émetteur et du destinataire de la facture (ou pour les émetteurs ne disposant pas de numéro Siret, l'identifiant défini à l'article 6 de l'arrêté du 9 décembre 2016) ;
- Mention claire et lisible de la domiciliation du fournisseur, dans le corps de la facture (code établissement, code guichet, numéro de compte, clé RIB ou RIP).

☐ Éléments concernant la facture :

- La date d'émission de la facture ;
- Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;

☐ Éléments concernant la prestation facturée :

- **Le numéro d'engagement (n°CENG transmis par l'Anses ou du bon de commande) ;**
- **Le numéro du marché ;**
- La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ;
- La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations réalisées ;
- Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- Le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- Le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;
- Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires ;

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations suivant les règles de la TVA intracommunautaire.

Numéro d'identification de TVA intracommunautaire de l'Anses : **FR 54130012024**.

Le cas échéant, le titulaire transmet à l'Anses le nom et les coordonnées de son représentant fiscal en France.

Service chargé du traitement des factures : Pour toute question relative au traitement de vos factures déjà communiquées, le contact est :

Anses

Agence comptable / Service facturier

14 rue Pierre et Marie Curie

94701 Maisons Alfort cedex

servicefacturier@anses.fr / 01.77.74.17.22.

4.4.2 Modalités de dépôt des factures :



Pour toute entreprise, le dépôt de vos factures doit se faire **obligatoirement*** Sur le portail Chorus Pro (www.chorus-pro.gouv.fr/ ; solution gratuite).

***Toute facture non déposée sur Chorus Pro sera considérée comme non opposable à l'Anses, elle sera réputée non reçue et ne sera pas traitée.**

Pour la connexion à Chorus Pro :

- Identifiant à utiliser (compte facturé) : 130 012 024 00183 ;
- Numéro d'engagement : le **numéro de la CENG** (pour la partie à prix forfaitaires) et le numéro des bons de commandes (pour la partie à bons de commande) ;
- **Dans chorus : le destinataire est-il l'Etat ? : répondre NON ;**
- **Code service (facultatif) : l'ANSES n'en a pas.**

En cas de sous-traitance ouvrant au droit au paiement direct du sous-traitant par le pouvoir adjudicateur :
Les factures du sous-traitant sont libellées au nom du titulaire et transmises à ce dernier car celui-ci est le seul responsable de la bonne exécution de la commande vis-à-vis du pouvoir adjudicateur.

Le Titulaire adresse au pouvoir adjudicateur une autorisation de paiement signée par une personne habilitée à l'engager comportant :

- La désignation du sous-traitant ;
- Le numéro du marché concerné ;
- La somme à payer au sous-traitant.

L'autorisation de paiement doit être accompagnée d'une copie de la facture du sous-traitant afin de pouvoir vérifier l'adéquation du prix avec les prix du marché.

Les projets de décompte seront établis et transmis dans les conditions énoncées ci-dessus.

4.5 Comptable assignataire des paiements

Monsieur l'agent comptable principal de l'Anses
14 rue Pierre et Marie Curie
94701 Maisons-Alfort Cedex.

ARTICLE 5 PENALITES DE RETARD

5.1 Pénalité pour retard

En dérogation à l'article 15.1 du CCAG/MPI, en cas de retard d'exécution d'une de ses obligations contractuelles (notamment par rapport au planning établi entre les Parties, aux bons de commandes, à la garantie, etc...), le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité forfaitaire de 100 € par jour de retard.

En dérogation à l'article 15.3 du CCAG/MPI, quel que soit le montant des pénalités et sur décision du représentant du pouvoir adjudicateur, l'Anses se réserve la possibilité de renoncer à la mise en œuvre de tout ou partie des pénalités précitées.

En application de l'article 15.2 du CCAG/MPI, le montant total des pénalités de retard ne peut excéder 10 % du montant total hors taxes du marché.

5.2 Pénalité pour indisponibilité de l'appareil

Le seuil au-delà duquel les pénalités s'appliquent est fixé à 15 jours d'indisponibilité de l'appareil à compter de la demande d'intervention au titulaire par l'Anses, pendant le délai de garantie.

Le titulaire encourt une pénalité sans mise en demeure préalable, dont le montant est calculé par application de la formule suivante :

$$P = (V * R) / 30$$

Dans laquelle :

P = le montant de la pénalité ;

V = la valeur du montant mensuel versée au titre de la prestation ;

R = le nombre de jours de retard.

5.3 Modalités générales des pénalités

Le montant des pénalités vient en déduction de la facture correspondante au mois de l'infraction. Sinon, il fait l'objet d'un titre de perception à recouvrer par l'agence comptable de l'Anses.

Quel que soit le montant des pénalités et sur décision du représentant du pouvoir adjudicateur, l'Anses se réserve la possibilité de renoncer à la mise en œuvre de tout ou partie des pénalités précitées.

ARTICLE 6 PROPRIETE INTELLECTUELLE

Le chapitre 6 « Utilisation des résultats » du CCAG-MPI s'applique au présent marché.

Le titulaire cède, à titre non exclusif, à l'Anses ses droits de propriété patrimoniale sur les résultats des prestations décrites dans le marché (études et isolateurs), pour les finalités et besoins d'utilisation décrits dans le marché, pour toute la durée légale des droits d'auteur à compter de la notification du marché. Cette cession vaut sur le monde entier.

Les droits de propriété intellectuelle de nature patrimoniale s'entendent :

- Les droits d'utilisation pour les finalités et les besoins du marché par l'Anses ;
- Les droits de modification, adaptation, évolution, adjonction, suppression..., de tout ou partie des résultats par l'Anses ou un tiers ;
- Le droit de communication et de publication ;
- Le droit de conservation ;
- Le droit d'évaluer et ou de faire évaluer par tout tiers ;
- Et d'une manière générale, toutes les prérogatives patrimoniales.

Le titulaire détient par ailleurs les droits moraux sur les réalisations effectuées au titre du présent marché.

Le prix de la cession est compris dans les prix du marché.

En dérogation de l'article 40.3.1 du CCAG/MPI, en cas d'exploitation commerciale de tout ou partie des résultats, le titulaire n'est tenu de verser à l'acheteur une redevance qu'en cas d'accord dans le cadre d'une négociation entre les parties qui déterminent alors les modalités de calcul de la redevance.

Le titulaire s'engage à ce que ses réalisations ne contiennent aucun emprunt illicite de la création d'autrui et garantit l'Anses contre toutes les revendications des tiers relatives à la propriété intellectuelle. Si l'Anses est victime d'un trouble du fait du titulaire, dans la jouissance des résultats des prestations, ce dernier doit prendre immédiatement les mesures propres à le faire cesser sans qu'il en résulte aucune dépense supplémentaire à la charge de l'Anses.

ARTICLE 7 ASSURANCES

Dans le cadre de son activité, objet du présent marché, le titulaire atteste de sa couverture par la souscription d'une police d'assurance garantissant les conséquences pécuniaires de sa responsabilité civile susceptible d'être engagée pour les dommages matériels et corporels.

Il s'engage, sur toute demande faite par l'Anses par lettre recommandée avec avis de réception postal ou en cas de modification des conditions de sa police d'assurance, à communiquer une attestation de souscription de la police d'assurance en cours de validité.

A défaut de production dans un délai de quinze jours ouvrés (comptés à partir de la réception de la demande), le marché pourra être résilié, conformément à l'article 41 du CCAG/MPI.

ARTICLE 8 GARANTIE

En dérogation à l'article 36.1 du CCAG/MPI, la durée initiale de la garantie est de 24 mois pour l'isolateur fourni décrit dans le CCTP.

Le point de départ du délai de la garantie est la date de l'admission de l'isolateur par l'Anses.

Le titulaire s'engage, pendant la durée de la garantie, à remettre en état ou à remplacer à ses frais tout élément du système qui serait reconnu défectueux, exception faite du cas où la défectuosité serait imputable à l'Anses.

En cas de dysfonctionnements répétitifs (pannes, etc...) entraînant l'indisponibilité du matériel pendant la période de garantie, le titulaire s'engage à proposer des solutions permettant à l'Anses de poursuivre ses travaux (un prêt ou un échange standard du/des module(s) incriminé(s), ...).

La garantie couvre le coût de remplacement des pièces défectueuses, de la main d'œuvre et des frais de déplacement du personnel du titulaire sur le site. Elle prend en charge toutes les interventions et réparations sur le matériel et le système informatique associé.

La durée de la garantie s'étend au-delà de la durée initiale pour la réparation de la défaillance dont le signalement a été fait pendant la durée initiale de la garantie.

Le titulaire s'engage à intervenir au titre de la garantie technique dans un délai maximum précisé dans son offre à partir du signalement de la défaillance.

Les autres conditions relatives à la garantie sont celles figurant au CCAG/MPI, sous réserve de conditions plus favorables prévues par le titulaire dans son offre.

ARTICLE 9 CLAUSES DE REEXAMEN

Conformément aux articles L 2194-1, L 2194-2 et R 2194-1 du code de la commande publique, des modifications à l'initiative de l'Anses pourront être apportées au marché. Elles seront dispensées d'une nouvelle procédure de publicité et de mise en concurrence et ce, quel que soit leur montant.

Les modifications pourront porter sur :

- 1) L'augmentation du montant maximum du marché dans le cadre du dépassement du plafond initial.
- 2) Le remplacement du titulaire initial par un nouveau titulaire (cessation d'activité, cession de contrat, décès, ...). Le titulaire unique pourra proposer à l'Anses la substitution d'un nouveau titulaire afin de le remplacer ;
- 3) L'ensemble des dispositions relatives à la révision des prix (modalités de révision, fréquence de révision des prix, clause de butoir et de sauvegarde..., etc), et des modalités de facturation peuvent être également modifiées, sur justification.
- 4) Suivant le contexte économique entraînant une instabilité et/ou une forte hausse du prix des matières premières ou de fournitures nécessitées pour la réalisation des prestations pouvant affecter les conditions d'exécution du marché, l'ensemble des dispositions relatives à la révision des prix (modalités de révision, fréquence de révision des prix, clause de butoir et de sauvegarde..., etc), et des modalités de facturation pourront être modifiées pendant la période liée à la nouvelle conjoncture économique, en dérogation de l'article 10.2.2 du CCAG/PI.

Ces modifications seront effectuées à la demande du titulaire ou de l'Anses et d'un commun accord entre les parties et feront l'objet d'un avenant. A l'extinction du fait générateur, les parties conviendront d'un retour aux conditions normales d'exécution du marché. A défaut d'accord entre les parties dans un délai de 60 jours suivant la date de réception de la demande de réexamen, le contrat est résilié par l'Anses sans indemnité en dérogation aux articles 38 et 42 du CCAG/PI.

Un avenant sera signé entre l'Anses et le titulaire pour ces cas.

A défaut d'accord entre les parties dans un délai de 60 jours suivant la date de réception de la demande de réexamen, le contrat est résilié sans mise en demeure préalable et sans indemnité.

ARTICLE 10 LITIGES

Pour tout différend qui s'élèverait entre les parties, celles-ci s'obligent à rechercher préalablement un accord amiable. A défaut, le tribunal administratif de Melun est le seul compétent.

ARTICLE 11 PERSONNE HABILITEE A FOURNIR LES RENSEIGNEMENTS PREVUS AUX ARTICLES R2191-59 A R2191-62 DU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE

Monsieur le Directeur général de l'Anses
14 rue Pierre et Marie Curie
94701 Maisons-Alfort Cedex.

ARTICLE 12 RESPONSABILITE DU TITULAIRE DU MARCHE

Le titulaire du marché est responsable des accidents survenus par le fait de son personnel, ainsi que des vols qui pourraient être commis par ses employés.

Il est responsable des dommages que ses employés peuvent causer :

- Aux personnels de l'Anses ou à des tiers ;
- Aux biens appartenant à l'Anses ou à des tiers.

ARTICLE 13 RESILIATION

L'Anses a la faculté de résilier le présent marché dans les conditions de préavis et de droit du titulaire telles que prévues dans le chapitre 7 du CCAG/MPI. Conformément à l'article 41 du CCAG/MPI, le marché peut être résilié par l'Anses à tout moment qu'il y ait ou non faute du titulaire.

ARTICLE 14 DEROGATIONS AU CCAG-FCS

L'article 1.4 du CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG/FCS.

L'article 2.1 du CCAP déroge à l'article 3.4.3 du CCAG/FCS.

L'article 2.3 du CCAP déroge à l'article 3.7.2 du CCAG/FCS.

L'article 2.4 du CCAP déroge à l'article 30.3 du CCAG/FCS.

L'article 3 du CCAP déroge à l'article 33.1 du CCAG/FCS.

L'article 4.1.2 du CCAP déroge à l'article 41 du CCAG/FCS.

L'article 5.1 du CCAP déroge aux articles 15.1, 15.2 et 15.3 du CCAG/FCS.

L'article 8 du CCAP déroge à l'article 36.1 du CCAG/FCS.